



## Compte rendu du débat public sur l'emploi

26.02.2013, Maison des Associations  
Ville de Genève

**L'emploi, une thématique au cœur du programme socialiste pour les élections au Conseil d'Etat et au Grand Conseil. C'est la section Ville qui a organisé cette discussion, qui tombe quelques jours après le refus du Parlement d'entrer en matière sur un projet de loi visant à prolonger le délai des prestations. Ce qui n'a pas entamé la combativité du parti, malgré le manque de soutien des Verts : « Nous restons alliés, malgré quelques divergences, a admis Romain de Sainte Marie. C'est le Parti Socialiste qui se montre une fois encore le défenseur d'une Genève sociale et solidaire. »**

Des années que Genève est le mauvais élève de la Suisse en matière de chômage. Les chiffres de l'Office cantonal de la statistique le montrent une fois encore : en janvier 2013, le taux est de 5,5% contre 3,4% de moyenne nationale. Inéluctable ? « Si on pensait que c'était le cas, on ne ferait pas de politique et l'on ne serait pas candidat au Conseil d'Etat pour changer les choses, réagit Anne Emery Torracinta. Il nous appartient de changer les choses et s'en donner les moyens, ce qui n'est visiblement pas la volonté actuelle. Il faut par exemple mettre toute notre énergie au niveau de la formation. » Et de souligner que l'office cantonal de l'emploi ne remplit pas sa mission en matière de suivi, de propositions de formation et de retour à l'emploi.

« La formation n'est plus adéquate à l'évolution économique, renchérit Thierry Apothéloz. Il y a des trains que Genève a ratés, comme celui des CleanTech. Il faut rattraper ce retard. Il y a tout un travail à effectuer pour rendre les bâtiments moins gourmands en énergie. Cela représente des centaines d'emplois. D'ailleurs ce thème de la formation doit devenir prioritaire. Je pense aussi au renforcement de l'économie sociale et solidaire. Elle représente 10% de l'économie genevoise, mais doit être mise en valeur. Cela garantit un comportement social correct vis-à-vis des salariés notamment. »

Ceci sans oublier le tissu économique local actuel : A Genève, 80% des entreprises comptent moins de 10 personnes. Roger Deneys insiste : « Les PME ont été complètement oubliées par le Conseil d'Etat, qui a favorisé les multinationales ou cherché à tout prix à faire venir des entreprises de l'étranger, qui partent ou viennent selon les avantages fiscaux. A mon sens, la priorité est de limiter une hausse démentielle des loyers au centre ville, qui devient accessible uniquement à des marques de luxes ou de vêtements à petits prix fabriqués en Chine. La mixité économique est menacée, nous devons lutter pour la maintenir. »

Autre sujet de lutte, au cœur du programme socialiste, le dumping salarial : « Le gouvernement parle d'un sentiment de dumping, or il faut ouvrir les yeux : c'est une réalité. Les moyens à disposition de la surveillance sont insuffisants. En Ville, nous encourageons le principe des mandats publics accordés aux entreprises qui sont estampillées sociales et solidaires. » Et pour la Magistrate Sandrine Salerno, pas question de succomber aux sirènes de la préférence cantonale : « Il faut résister à ces dérives, ne pas monter les gens les uns contre les autres. Nous sommes dans une logique de région, d'agglo. Ceci dit, il faut être attentif à la réinsertion professionnelle, en favorisant celles et ceux qui sont à la recherche d'un emploi. »